

Quel pacte ? A Stora Enso, Midi libre, Le Monde, Nice Matin, Ouest France, aux librairies Chapitre, dans la publicité ou la distribution, des centaines d'emplois sont liquidés ou en voie de l'être... Qui est responsable ? Jamais l'employeur ? Hollande et le patronat désignent un bouc émissaire, et c'est le salaire ! Baisser les salaires, voilà leur pacte... et que les salariés paient les cotisations patronales. Encore, ça ne suffit pas il faut diminuer les dépenses de santé.... Pour embaucher ? Eh bien non, pas de contrepartie. Seuls comptent la marge, le profit. Nous sommes bien dans un Pacte, mais de solidarité avec les salariés !

Nous passons un pacte... Oui, mais avec les salariés !

Nous, à la Filpac CGT, nous ne sommes pas dans le « Pacte » parce qu'il n'impose aucune contrainte d'embauche ou de création d'emplois aux patrons, seuls bénéficiaires de l'opération. Ce « Pacte » ne s'en prend pas au chômage, il se refuse à ériger des barrages contre les centaines de licenciements quotidiens. Il ne mobilise pas contre ceux des industriels, financiers et rentiers, qui ferment les entreprises et condamnent les salariés à un chômage souvent définitif.

« Pacte » est le nom qui couvre une tentative de dévaluation des salaires dans le cadre revendiqué par le président de « restaurer les marges » des patrons, c'est-à-dire leurs profits. « Pacte » veut dire transfert de la cotisation patronale pour les allocations familiales (5,4% de la feuille de paie, colonne « employeur » vers les cotisations colonne « salarié » et vers l'impôt). Soit une baisse des salaires.

Président et Medef espèrent 30 milliards de ce transfert. Le Crédit d'impôt pour la Compétitivité (CICE) procède de la même manière : c'est l'augmentation de la TVA qui va fournir l'argent pour alimenter les caisses patronales sans contrepartie aucune.

« Pacte » ? Hollande le rebaptise « compromis social » parce que sans aucun doute tout a été déjà négocié comme pendant les conférences sociales et les ANI. Medef et CFDT ont fait affaire dans ce sens, parce qu'ils sont d'accord : il n'y a de crise que dans la mesure où les salaires et la protection sociale sont trop élevés. Ils entreprennent ensemble de les raboter.

S'il s'agissait d'un « Pacte » de responsabilité, pourquoi alors la loi sur la formation professionnelle entreprend-elle la liquidation des Prud'hommes, pendant qu'elle divise par 2 le budget de la formation professionnelle ? S'il s'agissait de « Pacte » social, pourquoi l'ANI a-t-il entamé de façon considérable la protection des salariés et de leurs contrats face à l'employeur, lequel dispose dorénavant d'un droit sans limite de licencier ? Pourquoi l'amputation partielle du Code du travail devait-elle précéder, sur la scène de crime social, ce prétendu « Pacte » s'il s'agissait de responsabilité.

Pourquoi faudrait-il réduire les dépenses de santé ? Pourquoi ces 50 milliards, annoncés de façon lugubre par le président, doivent-ils notamment réduire les prescriptions médicales, c'est-à-dire affaiblir l'offre de soins ? Parce que ce « Pacte » n'est pas social mais conforme à la servitude volontaire à l'égard de la dette. Qu'importe la santé pourvu que la banque, la finance soient livrées à temps en dividendes, intérêts et capitaux versés au compte de la dette ?

Non, nous ne sommes pas dans le « Pacte », parce que la sécurité sociale, « bien commun de ceux qui n'ont pas d'autres biens » fait partie de la dévaluation sociale en cours. Des exonérations de cotisations sociales massives s'appliquent au profit des patrons depuis 20 ans, avec comme résultat de faire monter le chômage et la précarité, mais de creuser la dette sociale.

Un Pacte ? Mais nous en avons passé un, avec celles et ceux qui risquent leur emploi, à Stora Enso, à Nice Matin, Ouest France, et tous les autres salariés, ceux des librairies Chapitre, de la publicité, de la distribution... Nous ne voulons pas de la politique spectacle, mais la refondation d'un véritable espoir social ! Nous en avons assez des campagnes de démoralisation qui aboutissent à la résignation. L'unité ? Elle se fera sur les revendications et non par leur abandon !

Voilà pourquoi nous revendiquons le gel immédiat des licenciements et des plans sociaux, l'embauche des jeunes à la place des contrats au rabais, dans la perspective du plein emploi. Voilà pourquoi nous voulons que toutes et tous se réapproprient une sécurité sociale trop précieuse pour la laisser au moment des spéculateurs libéraux. Nous revendiquons de taxer haut et fort les dividendes des rentiers, et de récupérer les capitaux de l'évasion fiscale pour les verser à la protection sociale. S'il doit y avoir négociation, la CGT ne s'y rendra pas en robe de bure la corde au cou. C'est pourtant ce que ce « Pacte » exige. Nous, nous représentons le Travail, par-dessus le marché !